

Le Mexique aujourd'hui: désir d'autonomie et contraintes

23 octobre 2019

Héctor Luisi

Quand j'ai reçu la très gentille invitation de vous parler une troisième fois sur l'Amérique latine, on m'a proposé de parler sur le Venezuela. En réfléchissant, j'ai déterminé que je n'avais rien à ajouter sur la situation tragique dans ce malheureux pays, raison pour laquelle j'ai suggéré de parler du Mexique d'aujourd'hui. Pourquoi le Mexique? Parce qu'en regardant un monde assez bouleversé on s'aperçoit qu'on ne parle presque pas de ce pays, malgré son importance. Après tout c'est, avec l'Argentine et le Brésil, une des trois nations latinoaméricaines membre du G20, et avec le Chili un des deux membres latinoaméricains de l'OCDE. C'est la deuxième économie régionale après le Brésil, et il est, avec le Canada, un des deux pays qui partagent une frontière avec les Etats-Unis.

Le Mexique intéresse peu les médias

Malgré ça, un silence presque sépulcral sur le Mexique hante le monde. Quand on ouvre les journaux, ou que l'on regarde n'importe quel programme à la télévision, ou que l'on navigue sur l'internet, ou que l'on participe à des colloques universitaires les plus savants, on prend conscience des centres d'intérêts actuels. En Europe si ce n'est pas le Brexit en Grande Bretagne, ce sont les gilets jaunes en France, ou la montée du Vox franquiste et le mouvement indépendantiste catalan en Espagne, ou l'Alternative für Deutschland en Allemagne, ou le mouvement des Cinq Etoiles en Italie, ou la montée de la droite en Autriche, Hongrie, et Pologne. À l'est on ne cesse pas d'être obsédé par la Russie de Vladimir Poutine.

On traverse l'Atlantique où l'on trouve la stabilité géniale de Donald Trump aux Etats-Unis avec ses conséquences funestes, quand il n'est pas question de ce pauvre Justin Trudeau avec des problèmes électoraux au Canada. En Asie on s'inquiète de ce qui se passe en Chine, au Japon, en Corée du Nord, en Inde, et de l'interminable guerre en Afghanistan. On essaie de comprendre pourquoi l'Australie a eu 10 gouvernements en 15 ans, et la Nouvelle Zélande elle-même fait parler d'elle (la paisible Nouvelle Zélande!), victime d'un atroce attentat terroriste il n'y a pas très longtemps.

Le Moyen orient, n'en parlons pas. Il n'est question que d'Israël, de la Palestine, du prince héritier saoudien, responsable d'une guerre sanglante au Yémen, et vraisemblablement commanditaire du meurtre d'un journaliste du *Washington Post*. Que dire de la place dans les médias de l'Iran, de l'Iraq, de la Syrie, et des Kurdes, avec la Turquie mêlée à cette potion de sorcières. L'Egypte et sa dictature, les tragédies libyennes, maliennes, soudanaises, centrafricaines, et congolaises en Afrique, et j'en passe, sont aussi l'objet d'intérêt de l'opinion publique internationale.

Pour nous distraire, en Amérique Latine nous avons la catastrophe vénézuélienne, dans le pays même, et avec ses millions de réfugiés en Colombie, le reste de la région, et

aussi dans mon petit pays, l'Uruguay. Nous avons des crises en Argentine, au Brésil, en Bolivie, au Chili, en Equateur, au Pérou, au Nicaragua, au Salvador, et au Guatemala. On n'arrête pas de parler de Cuba depuis 1959. Mais du Mexique, sauf les faits divers, presque pas un mot. Intéressant, n'est-ce pas?

Le rôle du président Andrés-Manuel Lopez Obrador

En grande mesure, à mon avis, c'est dû au nouveau président mexicain, Andrés-Manuel López-Obrador, mieux connu dans son pays et en Amérique latine sous l'acronyme «AMLO», qui est arrivé au pouvoir il y a moins d'un an, en décembre 2018, après avoir essayé de se faire élire deux fois, en 2006 et 2012, ayant été battu la première fois dans des circonstances pour le moins douteuses. Avant sa première candidature à la présidence, il a réussi à se faire élire maire de Mexico en 2000.

C'est un homme austère, ayant la réputation d'être honnête, une rareté dans la vie politique mexicaine. Il a subi une immense tragédie personnelle, ayant perdu sa première femme, mère de trois de ses quatre enfants, après une maladie foudroyante. Il s'est chargé d'elle pendant sa maladie avec grand dévouement.

Pour comprendre ce qui se passe au Mexique je suis persuadé qu'il faut connaître le personnage, la personnalité, et surtout l'importance d'AMLO lui-même, ainsi que la figure du président mexicain dans l'imaginaire du peuple, qui assez souvent le caractérise, avec un peu d'humour et d'ironie, certes, mais seulement un peu, en tant qu'empereur aztèque. Le président mexicain est en un certain sens plus puissant qu'un président de la cinquième république française.

En à peine dix mois au pouvoir, et avec des majorités dans les deux chambres du Congrès, ce qui est fondamental, il a toute de suite commencé à transformer son pays. Lui-même dit que son gouvernement sera «la cuarta reforma» (la quatrième réforme), une allusion aux trois premières, à savoir l'indépendance, la guerre civile de 1857-60, et la révolution de 1910-20.

AMLO est un homme qui semble être bien dans sa peau, et qui n'a pas d'ego, ou du moins très peu. Il reconnaît que les affaires étrangères sont importantes pour son pays, mais pas nécessairement pour lui-même. En effet, il a mis en vente le Boeing présidentiel, disant que le Mexique a d'excellentes compagnies aériennes et que quand il voyagera il les utilisera, en achetant un simple billet d'avion. Il n'est pas allé à la réunion des chefs d'état du G20 à Osaka au mois de juin 2019, ni à la réunion annuelle de l'Assemblée générale des Nations Unies à New York le mois dernier. Il y a envoyé à la place son très compétent Ministre des Affaires étrangères, Marcelo Ebrard, qui a fait ses études en France, à l'ENA (c'est donc un énarque), qui selon AMLO «después de todo, para eso está» (après tout, il est là pour ça). Démagogie? Peut-être, mais quand-même, quel contraste avec pas mal d'autres chefs d'état et de gouvernements du monde entier!

La relation avec les États-Unis

La plus importante relation internationale pour le Mexique, voire la seule qui compte, est celle avec les États-Unis, en raison de la frontière commune, d'une histoire assez

chargée et jamais oubliée, du commerce, des investissements, du trafic de drogue, et des dizaines de millions de Mexicains résidant aux États-Unis, ceux qui y habitent légalement, ceux qui y travaillent et votent, mais aussi ceux qui y sont illégalement, qui y travaillent uniquement. La relation a toujours été complexe, difficile, délicate, et compliquée dans des temps normaux avec des présidents américains corrects. Mais avec un président comme Donald Trump, qui a fait de l'immigration venant du sud un des principaux sujets de sa campagne électorale, et qui a tenu des propos auprès des Mexicains carrément racistes, la relation est dure et impitoyable.

Malgré ces conditions presque insurmontables, AMLO a réussi à bien gérer la relation avec les États-Unis en général, et avec Donald Trump en particulier. Il négocie avec lui par téléphone avec un tel succès que le président américain ou ne parle pas de lui, ou fait des commentaires inoffensifs, voire favorables, du type, «j'ai eu une excellente conversation avec mon cher collègue mexicain». Après ce type d'échanges, AMLO envoie son ministre Ebrard à Washington pour soigner les détails des accords téléphoniques, non pas avec son homologue, le Secrétaire d'État américain, Mike Pompeo, mais avec le Vice-président des États-Unis, Mike Pence.

AMLO s'est vite aperçu qu'il y avait deux thèmes d'importance capitale pour Donald Trump - l'immigration, et le commerce-, mais avec une sagesse considérable il s'est rendu compte que la forme était plus importante que le fond pour son collègue américain. Il a donc fait énormément des concessions sur l'immigration, et beaucoup moins sur le commerce. Dans le cas de l'immigration, étant donné que depuis quelques années l'immigration nette mexicaine a considérablement baissé, remplacée par des centraméricains qui se servent du Mexique comme lieu de passage, AMLO n'a pas eu de problème pour accepter les propositions américaines car l'impact de celles-ci sur ses compatriotes était minime. Pour ce qui concerne le commerce, il n'a pas seulement accepté la renégociation du traité de libre-échange entre les États-Unis, le Mexique, et le Canada (le fameux NAFTA, selon son acronyme en anglais), mais il a su aussi profiter de l'opportunité pour le modifier au bénéfice du Mexique. J'en parlerai davantage un peu plus tard.

Donald Trump n'arrête pas d'insulter, de vilipender, et de se moquer de ses alliés comme le président français Emmanuel Macron, la chancelière allemande Angela Merkel, le premier ministre canadien Justin Trudeau, la première ministre danoise Mette Frederiksen, l'ancienne première ministre britannique Theresa May, le premier ministre japonais Shinzo Abe, le maire de Londres Sadiq Khan, la Duchesse de Sussex, sa compatriote, et le prédécesseur d'AMLO, Enrique Peña-Nieto. Mais AMLO lui-même? Pas un seul exemple d'offense, d'injure, d'affront, ou de sarcasme. Pas une. Oui, «Mexico will pay for the wall» (le Mexique payera le mur), mais pas AMLO. Pas du tout.

AMLO a aussi été très malin avec la presse nationale, et les correspondants de la presse internationale basés à Mexico. Il tient une conférence de presse tous les jours...à 6 heures du matin! Et il reste disponible tout le temps nécessaire. C'est une habitude de l'époque où il était maire de Mexico, et cette pratique lui avait très bien réussi.

Un président gaullien

Qui est AMLO? Il est très, très mexicain, imprégné de l'histoire de son pays. Il est en un certain sens, gaullien. Il est né dans l'état de Tabasco, un petit état dans le sud-est du pays à côté du Yucatán, et au large du Golfe du Mexique. Il a fait ses études de sciences politiques, administration publique, et statistiques à l'Universidad Nacional Autónoma de México, l'UNAM, une des plus prestigieuses universités d'Amérique latine, fondée au 16^e siècle. C'est une université considérée comme de gauche, ce qui est important pour comprendre AMLO.

Il a commencé sa carrière au sein de l'aile gauche du Partido Revolucionario Institucional, le Parti révolutionnaire institutionnel, le PRI, un parti monolithique et nationaliste, originellement de gauche, qui a dominé la vie politique, et la vie en général, du Mexique durant la plus grande partie du 20^e siècle. AMLO est vite nommé responsable régional du parti, mais peu après devient un dissident d'un parti devenu le parti des dinosaures. En 1983 il quitte le PRI et fait partie des fondateurs du Partido de la Revolución Democrática, le Parti de la révolution démocratique, le PRD, où il est élu secrétaire général en 1996. Un an plus tard le PRD devient la deuxième force à la Chambre des députés, et son candidat conquiert la mairie de Mexico. AMLO se transforme en un des champions de la lutte contre la corruption et écrit plusieurs livres sur des sujets politiques.

En décembre 2000 il est élu maire de Mexico, une immense ville d'environ 18 millions d'habitants à cette époque (pour vous donner une idée, en 2000 la grande couronne parisienne ne comptait que 4 millions). Tout le monde s'accorde à penser que ce fut un très bon maire. Pendant son mandat il a mis en place d'importants programmes de retraites pour le troisième âge, d'aide aux mères célibataires, des programmes de logements, des améliorations des transports en commun, et d'importants travaux d'infrastructure. Il a professionnalisé la police municipale, et les meurtres et les vols ont baissé. La pauvreté a diminué, le chômage est descendu, l'investissement étranger a augmenté, et la dette municipale a été tellement bien gérée que les trois grandes agences internationales de notation de crédit, Moody's, Standard & Poors, et Fitch, ont octroyé une notation AAA à la ville. Il a été constamment attaqué par ses adversaires politiques, qui n'hésitaient pas à l'accuser d'être un populiste, mais quand il a quitté la mairie en 2005 sa popularité était de 85% selon tous les sondages.

Au Mexique le président est élu au scrutin uninominal majoritaire à un tour pour un seul mandat de six ans. En 2006 AMLO se présente aux élections présidentielles comme candidat d'une coalition de quatre partis de gauche: outre son PRD, la Convención Nacional Democrática, le Partido del Trabajo, et Convergencia. Son rival, Felipe Calderón, est le candidat du Partido de Acción Nacional, le PAN, un parti de centre droit. Calderón a été déclaré gagnant mais par une marge si étroite, d'à peine 0,6 point de pourcentage, qu'elle est contestée à plusieurs reprises devant les tribunaux qui néanmoins déclarent Calderón président.

Y-a-t-il eu fraude électorale? Fort probable. AMLO et ses supporters en sont toujours persuadés. AMLO devient le chef officieux de l'opposition et son cheval de bataille est une farouche objection aux réformes du secteur de l'énergie proposées par le Président Calderón, dont il n'a pas accepté sa légitimité.

Il se présente aux élections de 2012 comme candidat du Movimiento Progresista, une coalition du PRD avec le Partido del Trabajo et le Movimiento Ciudadano, mais dans la coalition non pas comme le candidat du PRD, mais comme celui du Movimiento Ciudadano. Je signale ceci car c'est le reflet de sa recherche constante d'une niche politique taillée à sa mesure.

Son adversaire, Enrique Peña-Nieto, candidat du PRI, est un individu très médiatique, jeune, très beau garçon, et marié à une belle star de la télévision mexicaine. AMLO est battu par une marge de 6,6 points. Le consensus est qu'il n'y a pas eu fraude électorale, malgré une campagne assez controversée et des accusations selon lesquelles Odebrecht, la multinationale brésilienne responsable d'un des plus grands scandales de corruption au Brésil et dans plusieurs pays de la région, aurait versé plusieurs millions de dollars pour la campagne de Peña-Nieto, ainsi que des groupes financiers douteux, et des sociétés directement liés aux narcotrafiquants. AMLO dénonce des irrégularités devant les tribunaux, mais sans succès. Il n'accepte pas les jugements de ces tribunaux et refuse de considérer Peña-Nieto comme un président légitime.

Il quitte la coalition du Movimiento Progresista et fonde son propre parti, le Movimiento de Regeneración Nacional, le Mouvement de régénération nationale, MORENA. Lors des élections législatives de 2015, les premières auxquelles participe MORENA, ce mouvement remporte 8% des voix et ainsi obtient une trentaine de députés, devenant la quatrième force politique du pays.

AMLO se présente aux élections présidentielles de 2018 à la tête de MORENA, en coalition avec le Partido del Trabajo. Les thèmes principaux de sa campagne sont le combat de la corruption, l'éducation publique, la santé, l'augmentation du SMIC, et l'environnement (la première fois dans une campagne électorale mexicaine où ce sujet est traité de façon sérieuse). Son triomphe est écrasant. Il obtient 53% des voix, et sa coalition remporte la majorité absolue des deux chambres du Congrès, ainsi que cinq des neuf gouvernorats en renouvellement. Lors de son investiture en décembre, il réduit son salaire de 60%, et augmente le SMIC de 16%, notamment avec l'accord de Coparmex, le patronat mexicain (équivalent du Medef en France).

Il nomme des ministres et des collaborateurs compétents, particulièrement dans les domaines de l'économie, des finances, et du commerce, et il garantit l'autonomie de la Banque centrale. C'est très important, car les industriels mexicains, les banques, les investisseurs étrangers, les marchés et médias financiers internationaux se sont méfiés beaucoup de lui en raison de leur perception inexacte et simpliste selon laquelle il ne serait qu'un populiste de gauche. Certes, il a quelques caractéristiques d'un populiste de gauche, ou plutôt d'un caudillo latino-américain, dirais-je, mais il a aussi pas mal de caractéristiques d'un homme d'état sage et surtout pragmatique qui pense au long terme. Je le crois sincère dans sa volonté de transformer son pays radicalement, parce qu'il sait que pour réussir la gestion économique doit être prudente, et comme la femme de César, perçue comme prudente.

Bilan des 11 premiers mois du gouvernement Obrador

Quel est son bilan dans les onze mois depuis son investiture? Dans le domaine des affaires étrangères il revient aux classiques doctrines latinoaméricaines de la non-

intervention. La doctrine Calvo du 19^e siècle du diplomate argentin Carlos Calvo, la doctrine Drago de 1902 de Luis-María Drago, Ministre des affaires étrangères argentin, et la doctrine Estrada de 1930 de Genaro Estrada, Ministre des affaires étrangères mexicain. AMLO n'a pas voulu participer aux décisions du Groupe de Lima établi pour traiter la crise au Venezuela, même si le Mexique en est membre, depuis l'époque de Peña-Neto. Par ailleurs, les votes mexicains aux Nations unies et à l'Organisation des états américains sont devenus plus impartiaux.

Son bilan économique est plus en demie-teinte. Mais pour comprendre son bilan, il faut d'abord commencer par un peu d'histoire récente de l'économie mexicaine. Le Mexique a subi deux immenses crises économiques dans les vingt dernières années du 20^e siècle. La première en 1982 et la seconde, 12 ans plus tard, en 1994. C'est après la seconde que les gouvernements mexicains ont commencé à adopter des réformes structurelles, qui ont eu des résultats de long terme positifs. Le Mexique a retrouvé une stabilité macroéconomique considérable et s'est bien adapté aux chaînes d'approvisionnement régionales et mondiales. En effet, la croissance moyenne annuelle de 1995 à nos jours a été de 2,4%, l'inflation a baissé de 50% par an à 5% dans la même période, le rapport dette/PIB n'a jamais dépassé 55%, et le chômage a diminué de plus de 6% à moins de 3,5%. La structure productive a beaucoup changé et aujourd'hui l'agriculture représente 13% du PIB, l'industrie 24% et les services 62%, dont le tourisme 9%. La distribution du revenu s'est améliorée, avec un coefficient Gini de 43, mais il reste des inégalités importantes et 25% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté, soit avec €5 par jour. Cependant, le Mexique, avec le Chili, la Colombie, le Pérou, et l'Uruguay, est un des cinq pays de la région qui bénéficie d'une notation de crédit de bonne qualité (*investment-grade*).

Quelles ont été les principales réformes qui ont permis de pareils résultats ? D'abord une réforme constitutionnelle pour assurer l'autonomie du Banco de México, la banque centrale, l'adoption d'une politique de taux de change flexible, et une autre de ciblage de l'inflation. Mais le grand succès c'est la politique commerciale. Le Mexique commence à s'ouvrir au monde, devient membre du GATT (aujourd'hui l'OMC), et négocie le NAFTA avec le Canada et les Etats-Unis. Le Mexique a aussi souscrit une cinquantaine de traités de libre-échange, et maintenant prévoit l'entrée en vigueur du CPTPP, soit le partenariat trans pacifique, corrigé pour le mieux après la sortie des Etats-Unis, initiative maladroite prise par Donald Trump.

Les résultats sont évidents. Les exportations annuelles du Mexique ont augmenté de €20 milliards en 1980 à €400 milliards l'année dernière, et les investissements étrangers se sont élevés de €1 milliard à €445 milliards dans la même période. La productivité a monté de 5,5% par an, et la compétitivité aussi. Aujourd'hui des entreprises mexicaines se placent parmi les principales au monde (cf Alfa, Bimbo, Cemex, Claro, et Rassini) et n'oublions pas qu'un des hommes le plus riche au monde est mexicain, Carlos Slim, qui a fait fortune dans les télécommunications.

Mais attention, car on n'a pas enregistré le même succès chez les PME où travaille une proportion croissante d'ouvriers mexicains; au contraire, leur productivité a baissé de 6,5% par an. Cela veut dire que l'économie mexicaine est divisée en deux: une partie moderne et dynamique, et une partie qui emploie plus de travailleurs et de capital, mais qui n'a pas réussi à augmenter ni la productivité, ni les salaires.

Après l'élection de Donald Trump le Mexique, vu que 80% de ses exportations vont aux Etats-Unis, a paniqué, persuadé qu'il était prêt à dénoncer le traité du NAFTA. Après tout, il en avait brandi la menace à maintes reprises pendant sa campagne. Le gouvernement Peña-Nieto a toute suite commencé des négociations, mais malgré des progrès, la rhétorique anti-mexicaine de Donald Trump a empêché un accord du côté mexicain, pour des raisons politiques évidentes.

Mais les Mexicains, qui sont de fins connaisseurs de la politique américaine, ont joué de façon magistrale: ils ont arrêté les importations de maïs américain, pour les remplacer par du maïs argentin, brésilien, et uruguayen. Pourquoi magistral? Parce-que le Mexique est le principal acheteur de maïs américain, qui est produit notamment dans des états comme les deux Dakotas, l'Indiana, l'Iowa, l'Indiana, le Kansas, le Nebraska, l'Ohio, et le Wisconsin, des états qui votent tous massivement pour le parti républicain. Les fermiers de ces états se sont plaints devant leurs députés et sénateurs, la grande majorité des républicains, et ceux-ci ont fait pression sur la Maison Blanche, laquelle a été forcée de reculer.

Les Chinois ont appris des Mexicains et ont agi de la même façon, avec les importations de soja américain, qu'ils ont remplacé par du soja sudaméricain, ce qui a obligé le gouvernement Trump d'apporter des aides agricoles de plus de \$30 milliards par an. Les résultats ont été semblables, si l'on regarde l'annonce récente d'une trêve dans la guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis.

Pour en revenir aux négociations, elles ont repris, mais avec des difficultés colossales. Les propositions américaines étaient difficiles à avaler par les Mexicains et les Canadiens, et donc les négociations se sont presque arrêtées. Elles ont été relancées fin juillet 2018 avec le Mexique, mais pas avec le Canada, avec la participation dans la délégation mexicaine de Jesús Seade, nommé par AMLO, qui venait d'être élu mais qui n'avait pas encore pris ses fonctions. Seade est un des proches collaborateurs d'AMLO. C'est un mathématicien renommé, diplômé de l'UNAM et d'Oxford, où il a obtenu son doctorat. Il a été professeur de l'Ecole normale supérieure de Lyon, entre autres, et aujourd'hui c'est le Sous-secrétaire des affaires étrangères du Mexique. Fin août 2019 les deux pays se sont mis d'accord, ce qui a forcé le Canada à s'entendre avec les Etats-Unis.

Le nom du traité est nouveau: il n'est plus le NAFTA, mais le USMCA (United States, Mexico, and Canada Agreement), une modification cosmétique d'importance considérable pour Donald Trump, dont AMLO se moque royalement. En acceptant et ratifiant le nouvel accord, malgré quelques pénibles concessions, le signal envoyé aux marchés internationaux par AMLO est que son gouvernement est sérieux, crédible, et de confiance.

Quant au secteur de l'énergie, il a été dominé, et continue de l'être, par le pétrole et par la compagnie pétrolière nationale, Petróleos de México, PEMEX. Pendant des décennies elle a permis combler les brèches fiscales dues à des perceptions d'impôts peu efficaces. Mais plus maintenant, car la production pétrolière baisse depuis 15 ans, passant de 3,3 millions de barils par jour à moins 1,9 millions, à cause de manque d'investissement, d'une mauvaise gestion, et d'une grande résistance aux capitaux

étrangers et à la technologie étrangère. Ces attitudes ont commencé à changer en 2013, avec des réformes très controversées, entamées avec un amendement de la constitution qui a permis la participation privée dans la fouille et l'extraction du pétrole. AMLO a combattu ces réformes en tant que chef de l'opposition, et aujourd'hui en tant que président il les respecte avec peu d'enthousiasme, et les a suspendues, mais pas révoquées, pour permettre de les examiner.

Revenons au bilan économique de AMLO et de son gouvernement. Le budget qu'ils ont proposé et qui a été approuvé pour 2019 compensait une hausse des dépenses sociales par la discipline fiscale. Le budget a été calculé sur la base de projections macroéconomiques raisonnables, avec un excédent budgétaire d'à peine 1% du PIB, assez pour assurer la stabilité de la relation dette/PIB. Cependant, ils ont trouvé de l'espace fiscal pour des dépenses sociales, parmi lesquelles €4,7 milliards pour une augmentation des retraites, €3 milliards pour des bourses scolaires et programmes de formation ouvrière, et €1,6 milliard pour des aides agricoles, y compris des subventions. Pour y parvenir, ils ont réduit les transferts attribués à tous les états et à la plupart des agences fédérales autonomes, et ils ont supprimé d'autres programmes sociaux. Ils ont proposé des politiques pour renforcer les marchés des capitaux, dont la baisse d'impôts sur les nouveaux emprunts des entreprises, et un élargissement des activités où les fonds de retraites peuvent investir.

Ils ont lancé un programme pour combattre le vol des carburants, qui représente des pertes pour PEMEX d'environ €3 milliards par an. Mais le programme a eu des problèmes, particulièrement la fermeture d'oléoducs et conduits qui ont provoqué des pénuries de ravitaillement, ce qui a été aggravé par la décision parallèle, dans le but d'augmenter l'autosuffisance, de réduire les importations de pétrole léger américain qui servait pour la production des carburants.

AMLO a toujours voulu renforcer PEMEX pour minimiser la dépendance du pays à l'égard des investissements privés dans l'énergie, mais les marchés ne sont pas convaincus. En effet, il y a à peine 15 jours, le Fonds monétaire international a recommandé au Mexique de réexaminer sa nouvelle politique de limiter les investissements privés dans PEMEX, dont les dettes deviennent une charge considérable pour les finances publiques. Le FMI suggère, avec raison, que les joint-ventures avec le secteur privé sont la meilleure façon de remplacer les réserves pétrolières et d'augmenter la production, compte tenu des pressions fiscales.

Le gouvernement a essayé de remonter les finances de PEMEX avec des injections de capital et des baisses d'impôts, mais avec peu de succès, au point qu'une des agences de notation, Fitch, a baissé la notation de l'entreprise à un de ses plus bas niveaux. C'est ce que j'aurais recommandé moi-même si j'étais toujours fonctionnaire financier international. Mais sans tenir compte du lourd poids de l'histoire. Car PEMEX fait partie intrinsèque de l'histoire mexicaine. Elle a été nationalisée le 18 mars 1938. Pourquoi indique-je la date exacte? Parce que le 18 mars est jour férié et fête nationale au Mexique. PEMEX fait donc partie de l'imaginaire national.

Pour vous donner une idée à quel point c'est vrai, quelques semaines plus tard, le 12 avril 1938, des milliers de Mexicains de toutes les classes sociales, se sont spontanément rassemblés devant le Palais des Beaux-Arts à Mexico pour faire des dons pour aider le pays à régler ses obligations avec les compagnies pétrolières étrangères qui

venaient d'être nationalisées, ce qui a engendré des menaces de représailles de la part des gouvernements étrangers. De grandes dames ont donné leurs bijoux, à côté des paysannes qui offraient leurs poules. Trop mêler le privé avec PEMEX est donc un sacrilège, et la référence religieuse n'est certainement pas exagérée, ce que mes chers collègues de la Banque interaméricaine de développement, de la Banque mondiale, et du FMI, comme les investisseurs privés, oublient à leur risques et périls.

Je suis le développement de cette histoire dans la presse financière internationale depuis quelques mois, notamment dans *Bloomberg*, le *Wall Street Journal*, et le plus sobre *Financial Times*. Il y a eu au moins une bonne vingtaine d'articles, tous s'appuyant sur des faits réels, certes, mais d'un ton d'un alarmisme inouï, parfois hystérique, annonçant presque la fin du Mexique. Mais dans aucun de ces articles, aucun, trouve-t-on la moindre référence à l'importance historique de PEMEX, malgré le fait que AMLO et son gouvernement ont strictement respecté les engagements pris avec des intérêts privés par ses prédécesseurs.

L'économie mexicaine jusqu'à cette année-ci (2019) a été peu performante. En effet, il y a eu un ralentissement de la croissance pendant le premier trimestre, et une pause pendant le second. Des estimations préliminaires suggèrent que la croissance a repris pendant le troisième trimestre, mais de façon très faible. Le budget pour 2020 est basé sur des projections de croissance de 2%, et sur une montée de la production de pétrole, à mon avis trop optimistes. Des analystes parlent d'une possible récession, mais je crois que c'est encore trop tôt pour songer à ça.

Une des premières mesures prises par AMLO lors de son investiture a été de résilier le projet du nouvel aéroport de Mexico, dont les travaux avaient déjà commencé. Le coût du projet était estimé en €12 milliards, environ. La décision a été très, très critiquée. Oui, il a eu des histoires de corruption, mais c'était quand même un des principaux projets d'infrastructure, dont la ville et le pays ont vraiment besoin.

AMLO et son gouvernement sont conscients que le pays est en manque de nouvelles infrastructures indispensables, sans lesquelles le progrès sera difficile. C'est pourquoi ils ont commencé à mettre en place un programme ambitieux, de €365 milliards, environ, qui sera dévoilé de façon imminente. Ce programme a été conçu par le gouvernement en proche partenariat avec le secteur privé. On prévoit que les priorités seront le secteur de l'énergie, le développement du sud du pays, et une stratégie pour mieux lier le port de Salina Cruz au Pacifique, avec le Golfe du Mexique.

Les problèmes structurels du Mexique

Restent deux immenses obstacles au Mexique: la corruption et la sécurité publique. Des obstacles presque insurmontables. La corruption est enracinée au Mexique. Elle remonte à l'époque coloniale. Pour vous donner une idée, *Transparency International*, la très respectée ONG allemande, chaque année prépare une liste de pays selon leur niveau de corruption. Le pays moins corrompu au monde, avec 88 points sur 100, est le Danemark. Le Japon, avec 73/100 est à la 18^e place. À la 21^e, 22^e, et 23^e place se trouvent la France, les Etats-Unis, et l'Uruguay, avec 72/100, 71/100, et 70/100, respectivement. L'Argentine se situe à la 85^e place avec 40/100 et le Brésil à la 105^e

avec 35/100. Le Mexique est à la 138^e place avec 28/100. La Somalie, avec 10/100, occupe la 180^e et dernière place.

AMLO veut combattre la corruption, j'en suis persuadé. Il l'a voulu pendant toute sa carrière politique et son exemple personnel est fondamental. Ses collaborateurs ne sont pas considérés corrompus, mais je ne sais pas. La tâche est difficile, voire impossible.

Quant à la sécurité, les problèmes sont principalement liés à une police corrompue, mal payée, mal entraînée, et crainte plutôt que respectée, et surtout aux trafics de drogues qui représentent des fortunes colossales. Il y a un état de guerre, oui de guerre, entre les narco-trafiquants et l'État. La semaine dernière, par exemple, il y a eu trois incidents, l'un plus grave que les deux autres. Le premier, une embuscade dans le Michoacan où 13 policiers ont été tués. Le second un attentat à Guerrero qui a coûté la vie à 15 personnes. Et le troisième, et de loin le plus grave, à Culiacán dans l'état de Sinaloa.

Effectivement, les forces de l'ordre ont arrêté un des fils du Chapo Guzmán. El Chapo était considéré comme le plus grand trafiquant de drogues au monde avant son arrestation, extradition, et condamnation à prison à perpétuité aux Etats-Unis. L'arrestation d'un de ses fils, qui semble avoir pris le relais de son père, a déclenché une fusillade tellement féroce que les autorités ont été obligées de capituler. Les narco-trafiquants avaient pris un officier et 13 soldats en otage et les autorités en échange ont libéré le jeune Guzmán. Ajoutant à la confusion, les autorités ont été lentes à communiquer avec la population de la ville paniquée, n'offrant aucune explication ni aucun commentaire autre que celui de demander aux riverains de rester chez eux.

Comme vous pouvez l'imaginer, la décision a été très, très controversée. D'un côté AMLO a déclaré que le gouvernement a eu raison de libérer Guzmán, car «la décision a été prise pour protéger les citoyens; vous ne pouvez pas combattre le feu avec le feu». Et il a ajouté: «Nous ne voulons pas des morts, nous ne voulons pas la guerre. La capture d'un seul criminel ne peut valoir plus que la vie des gens. Je demande au peuple mexicain de ne pas s'inquiéter». Et il a aussi déclaré: «Il n'y aura pas d'impunité car il n'y a pas de collusion entre les criminels et les autorités. La ligne est très claire».

Mais devant un tel chaos il a subi énormément de reproches venant tantôt de ses adversaires politiques, tantôt de critiques légitimes. Le gouvernement a été accusé de tout simplement s'être soumis à la puissance armée du cartel, et bien sûr d'avoir mis en cause sa politique de sécurité. Par exemple, Alejandro Hope, un expert en sécurité respecté, a déclaré que «la décision n'a rien eu d'admirable, car en lançant une opération mal planifiée puis mal exécutée, le gouvernement a laissé la porte ouverte au chantage».

Il y a une quinzaine d'années le gouvernement, dans le désespoir, décida demander aux forces armées de participer au combat contre les cartels de la drogue, notamment les Fusiliers marins. Ce fut une grave erreur, d'abord parce que le conflit a été militarisé, et parce que selon tous les experts, sans exception à ma connaissance, les forces armées ne sont pas utilisées, nulle part au monde, à des tâches policières.

Depuis le déploiement des armées en 2006 on estime qu'il a eu 250.000 morts ; l'année dernière on a enregistré 33.750 meurtres. AMLO et son gouvernement, conscients de l'ampleur du problème, sont en train de former une nouvelle Garde Nationale qui peu à

peu reprendra les tâches policières des militaires; une tâche sisyphéenne. Le trafic de drogues est lié au fait qu'il existe une forte demande dans un marché très riche et voisin du Mexique. Les chiffres exacts sont difficiles à connaître, mais il existe des estimations qui suggèrent que le trafic de drogues est plus important que le tourisme, soit 9% du PIB. Tant que les Etats-Unis ne s'attaqueront pas au fléau de la consommation de drogues, l'obstacle restera présent et le problème presque insoluble.

Le populisme latino-américain

Quand j'ai parlé du Brésil ici il y a deux ans, j'ai terminé avec quelques réflexions sur le populisme latino-américain, car ce qui s'est passé au Brésil était en partie lié à ce phénomène. Et ce qui se passe au Mexique avec AMLO est aussi en partie lié au même phénomène. Permettez-moi, donc, paraphraser ce que j'ai dit à l'époque.

J'avais indiqué qu'on pouvait identifier quatre vagues populistes dans la région. La première, de 1930 à 1955, est le populisme de Getulio Vargas au Brésil, Lázaro Cárdenas au Mexique, Juan-Domingo Perón en Argentine, Víctor Haya de la Torre au Pérou, José-María Velasco-Ibarra en Équateur, et Carlos Ibáñez au Chili. La deuxième commence en 1970 avec Luis Echeverría et José-Luis Portillo au Mexique, Arnulfo Arias au Panama, et Alan García au Pérou. La troisième, qui va de 1980 jusqu'à la fin du siècle, s'illustre avec Carlos Salinas de Gortari au Mexique, Carlos Menem en Argentine, Alberto Fujimori au Pérou et Fernando Collor de Mello au Brésil. Et la nouvelle vague, celle du 21^e siècle, est celle d'Evo Morales en Bolivie, Rafael Correa en Équateur, Daniel Ortega au Nicaragua, Hugo Chávez au Venezuela, Lula da Silva et Dilma Rouseff au Brésil, et Néstor et Cristina Kirchner en Argentine.

Malgré leurs différences, les quatre vagues partagent quelques facteurs en commun, dont la conviction que la vertu se trouve dans le peuple, et que la volonté populaire est suprême, acheminée par une relation directe entre le peuple et le chef. Simplifiant les choses, le peuple a tous les mérites moraux, tandis que tous les maux se trouvent chez les oligarques. Le peuple s'identifie pleinement avec le chef, qui ramasse les différentes demandes populaires, soient-elles sociales, économiques, ou culturelles, pour les souder en exigences politiques contre la volonté des minorités opposantes, d'où l'antagonisme idéologique et passionnel entre amis et ennemis, qui bloque la moindre possibilité de dialogue entre adversaires.

Ce que le populisme latino-américain a d'unique est qu'il n'a pas de partis, ni de formes établies de gouvernement, ni d'idéologies. Ce n'est qu'une forme de faire de la politique et de capter le pouvoir, et comme elle manque d'idéologie, elle peut être de droite ou de gauche sans le moindre problème, selon le chef et la définition du peuple. Le chef populiste latino-américain perçoit les institutions de l'État moderne comme des obstacles pour promouvoir l'égalité, considérée comme valeur absolue. Le populisme a rarement déployé des programmes bien conçus pour le développement économique au-delà de la répartition stipendiaire pour assurer leur permanence au pouvoir, ce qui se passe avec succès uniquement pendant les brèves périodes d'embellie économique internationale.

Les populistes dans la région au 21^e siècle, même s'ils acceptent le principe démocratique des majorités élues, se plaignent souvent qu'ils sont bloqués par des

mécanismes comme la séparation des pouvoirs, l'indépendance judiciaire, et les Constitutions elles-mêmes, qui freinent les velléités gouvernementales et donc s'opposent aux exigences légitimes des majorités. C'est pourquoi on voit à maintes reprises des appels à des renouvellements illimités des mandats, des réformes constitutionnelles, des juges nommés arbitrairement, des limites à la liberté d'expression, et des freins aux pouvoirs parlementaires, qui sont considérés non pas comme des mécanismes pour garantir les libertés individuelles, mais comme des obstacles installés par les oligarques.

Cependant, AMLO est un populiste un peu spécial, voire différent, car même s'il partage quelques-unes des caractéristiques que je viens de résumer, je reviens à une observation au début de mon exposé, à savoir qu'il n'a pas beaucoup d'ego. Veuillez noter que dans les trois vagues populistes du 20^è siècle il y a toujours eu des Mexicains. Pourra-t-on ajouter AMLO à la quatrième vague du 21^è siècle? Peut-être.

Géopolitique mexicaine

Avant de conclure, quelques réflexions sur la géopolitique mexicaine. La question qui se pose est de savoir si le Mexique a une importance géopolitique mondiale, ou même régionale. Je crois que la réponse est non. Le Mexique est d'importance marginale pour les États-Unis et il est trop loin du reste du monde et de l'Amérique latine pour être important. Il ne représente pas une menace militaire pour qui que ce soit, et ne contrôle pas des matières premières stratégiques.

Pendant quelques décennies le Mexique fournissait pas mal de pétrole aux États-Unis, mais avec le fracking et le développement des énergies éoliennes et solaires, les États-Unis ne sont pas loin de devenir autosuffisants. Le Mexique est une source de main d'œuvre pas chère pour les États-Unis, mais avec l'avenir de l'Intelligence artificielle, la demande va certainement baisser. Le commerce est important pour les deux pays, certes, mais les chiffres nets sont d'à peine 3% du PIB américain. Même remarque pour les investissements. L'asymétrie entre l'importance du Mexique pour les États-Unis, et l'importance des États-Unis pour le Mexique, est colossale.

Le Mexique partage une histoire et une langue avec la plupart des pays de l'Amérique latine (pas avec le Brésil). Mais il est très, très loin des autres pays. Mexico se trouve à 7.400 kilomètres de Buenos Aires, à 6.400 kilomètres de Brasilia, et à 3.600 kilomètres de Caracas, tandis que Paris se trouve à 6.200 kilomètres de Washington, 3.200 du Caire, et 2.500 de Moscou. Le seul voisin du Mexique au sud du pays, le Guatemala, est insignifiant, malgré quelques épisodes ponctuels mais jamais vraiment sérieux.

Le Mexique a quelques intérêts commerciaux dans quelques pays asiatiques, dont la Chine et le Japon, et vice versa, mais qui sont aussi des intérêts marginaux.

En conclusion, je crois que la géopolitique mexicaine peut être résumée dans la célèbre phrase attribué à Porfirio Díaz, mais qui en réalité a été prononcée par Nemesio García-Naranjo: «Pobre México; tan lejos de Dios y tan cerca de los Estados Unidos» (Pauvre Mexique si loin de Dieu et si proche des États-Unis).

Je vous remercie.